

**ISIT**

39 Bis Rue d'Assas  
75006 PARIS

---

**RAPPORT  
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

Exercice clos le 31 août 2024



+33 (0)1 30 21 30 18 | 34, rue Penthievre, 75008 PARIS – France

**SOLAES.FR**

RICHEMONT CAPERAA AUDIT SAS de Commissariat aux comptes

Compagnie de Paris - Capital 80 000 € - RCS Paris B 481 805 240



ISIT

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres de l'association ISIT,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ISIT, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.





Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 21 janvier 2025

**Michel BROSSEAU**

Commissaire aux comptes,  
Inscrit auprès de la compagnie  
Régionale de Versailles

Signé par Michel Brosseau  
Le 21/01/25

ID: tx\_xwg4vVBb7Wf8

The logo for Solaes, featuring a stylized 'S' icon in red and teal, followed by the word 'Solaes' in a dark blue sans-serif font.



**BILAN ACTIF**

ACTIF		Exercice N 31/08/2024			Exercice N-1 31/08/2023	Ecart N/N-1	
		Brut	Amortiss. et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	313 956	285 965	27 991	36 384	- 8 393	- 23,07
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes		-		-		
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains	841 750	-	841 750	841 750	-	-
	Constructions	702 750	529 500	173 250	198 000	- 24 750	- 12,50
	Installations techniques Matériel et outillage	6 392 939	4 294 189	2 098 750	2 421 362	- 322 613	- 13,32
	Immobilisations corporelles en cours	27 852	-	27 852	-	27 852	
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	<i>Participations et Créances rattachées</i>						
	<i>Autres titres immobilisés</i>						
	<i>Prêts</i>						
	<i>Autres</i>	270 123	-	270 123	250 147	19 976	7,99
	<b>Total I</b>	8 549 369	5 109 654	3 439 715	3 747 642	- 307 928	- 8,22
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	602 540	88 669	513 871	716 483	- 202 612	- 28,28
	Créances reçues par legs ou donations			-		-	
	Autres	162 088	-	162 088	260 098	- 98 009	- 37,68
	Valeurs mobilières de placement	480 658	-	480 658	1 267 187	- 786 529	- 62,07
	Instruments de trésorerie			-		-	
	Disponibilités	2 086 462	-	2 086 462	1 581 563	504 899	31,92
	Charges constatées d'avance (2)	434 106	-	434 106	418 942	15 164	3,62
	<b>Total II</b>	3 765 855	88 669	3 677 186	4 244 273	- 567 087	- 13,36
Comptes de régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		12 315 225	5 198 324	7 116 901	7 991 915	- 875 015	- 10,95

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

**BILAN PASSIF**

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/08/2024 12	31/08/2023 12	Euros	%
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité	3 212 440	3 761 207	- 548 767,12	- 14,59
	Autres	603 484	603 484	-	-
	Report à nouveau				
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	- 357 232	- 548 767	191 535	- 34,90
	<b>Situation nette (sous total)</b>	3 458 692	3 815 924	- 357 232	- 9,36
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	29 922	29 922		-
	Provisions réglementées				
	<b>Total I</b>	3 488 614	3 845 846	- 357 232	- 9,29
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	4 082	4 082		-
	<b>Total II</b>	4 082	4 082	-	
PROVISIONS	Provisions pour risques	137 478	103 114	34 364	33,33
	Provisions pour charges	98 880	92 510	6 370	6,89
	<b>Total III</b>	236 357	195 623	40 734	20,82
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	390 020	538 525	- 148 505	- 27,58
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	424 220	568 898	- 144 678	- 25,43
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	409 647	355 220	54 427	15,32
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	352 311	445 342	- 93 031	- 20,89
	Avances et acomptes reçus	1 628 766	1 841 689	- 212 923	- 11,56
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance	182 883	196 689	- 13 806	- 7,02
	<b>Total IV</b>	3 387 848	3 946 365	- 558 517	- 14,15
	Ecart de conversion passif (V)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	7 116 901	7 991 915	- 875 015	- 10,95

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/08/2024	31/08/2023	Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations	40	60	- 20	- 33,33
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	5 077 832	5 301 774	- 223 941	- 4,22
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	953 610	926 640	26 971	2,91
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	-	5 430	- 5 430	- 100,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	211 715	18 508	193 207	1 043,91
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	35 491	56 549	- 21 058	- 37,24
<b>Total I</b>	<b>6 278 689</b>	<b>6 308 960</b>	<b>- 30 271</b>	<b>- 0,48</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	2 893 225	2 800 073	93 152	3,33
Aides financières	348 896	364 929	- 16 033	- 4,39
Impôts, taxes et versements assimilés	82 768	74 150	8 618	11,62
Salaires et traitements	1 873 396	2 026 188	- 152 792	- 7,54
Charges sociales	814 685	903 950	- 89 265	- 9,87
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	408 652	412 339	- 3 687	- 0,89
Dotations aux provisions	85 589	174 807	- 89 218	- 51,04
Reports en fonds dédiés		-		
Autres charges	193 843	35 885	157 958	440,18
<b>Total II</b>	<b>6 701 054</b>	<b>6 792 322</b>	<b>- 91 268</b>	<b>- 1,34</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>- 422 365</b>	<b>- 483 362</b>	<b>60 997</b>	<b>- 12,62</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

**COMPTE DE RESULTAT**

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023	Ecart N/N-1	
			Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés	229 357	1 478	227 879	15 415,75
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	229 357	1 478	227 879	15 415,75
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées	4 329	5 499	- 1 170	- 21,27
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total IV</b>	4 329	5 499	- 1 170	- 21,27
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	225 028	- 4 021	229 048	- 5 696,72
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	- 197 337	- 487 383	290 046	- 59,51
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion Sur opérations en capital	900	550	350	63,64
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
<b>Total V</b>	900	550	350	63,64
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	49 413	61 934	- 12 521	- 20,22
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	53 000	-	53 000	
<b>Total VI</b>	102 413	61 934	40 479	65,36
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	- 101 513	- 61 384	- 40 129	65,37
<b>Participation des salariés aux résultats (VII) Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	58 382	-		
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	6 508 946	6 310 988	197 958	3,14
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	6 866 178	6 859 755	6 422	0,09
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	- 357 232	- 548 767	191 535	- 34,90



# ANNEXE COMPTABLE

## INFORMATIONS GENERALES

Par arrêté du 10 avril 2003 (JO du 19-4-2003) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement d'enseignement supérieur.

Article 2 : Cet établissement est autorisé à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de cinq ans à compter du 1er septembre 2017 (arrêté du 3 avril 2017 paru au Bulletin Officiel du 27 avril 2017). A partir de cette date, l'ISIT est autorisé à délivrer un diplôme unique de niveau I, visé par le ministre de l'Enseignement supérieur et conférant le grade de master à ses titulaires.

En novembre 2021, l'HCERES a émis un avis favorable relatif à la demande de renouvellement de l'autorisation à délivrer le diplôme visé par l'Etat de l'ISIT. L'audition par le CNESER a eu lieu le 14 décembre 2021. Par arrêté du 30 décembre 2021 le MESRI-DGESIP a renouvelé l'autorisation de l'ISIT à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master. Cet arrêté a été publié au BOESRI du 20 janvier 2022.

Par décret du 24 décembre 2021 (JO du 28-12-2021) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement-composante de l'Université Paris-Panthéon-Assas, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental. L'Université Paris-Panthéon-Assas est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, assure le contrôle administratif et budgétaire de l'établissement.

Le bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31/08/2024 présente un total d'actif ou passif de **7 116 901€** et un résultat déficitaire de **357 232€**.

L'exercice a une durée de 12 mois et recouvre la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 au 31 août 2024.

## EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

L'année 2023/24 été marquée par la transformation digitale et la refonte du système métier dans l'objectif de sécuriser le pilotage et la remontée des données financières d'une part et par les procédures d'accréditation quinquennales HCERES et EESPIG du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche d'autre part.

## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'Association sont établis en conformité avec les nouvelles dispositions du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

## PERMANENCE DES METHODES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices intangibilité du bilan d'ouverture
- Nominalisme (valeur des coûts historiques)
- Prudence (produits réalisés, charges réalisées et probables)
- Non-compensation entre actif et passif ou entre produits et charges
- Bonne information

- Importance relative (présentation des éléments dont la non-connaissance pourrait avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs des états financiers).

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

La méthode des coûts par composant est appliquée.

**TABEAU DES IMMOBILISATIONS**

	<i>Valeur brute début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur brute fin d'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	313 956 €	0 €		313 956 €
Immobilisations corporelles - terrain	841 750 €	0 €		841 750 €
Immobilisations corporelles - construction	702 750 €	0 €		702 750 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	6 340 043 €	52 897 €		6 392 939 €
Immobilisations en cours	0 €	27 852 €		27 852 €
Immobilisations financières	250 147 €	19 976 €		270 123 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 448 645 €</b>	<b>100 725 €</b>	<b>0 €</b>	<b>8 549 369 €</b>

Les investissements s'élèvent à 26 998 € en matériels informatiques et audiovisuels et 25 899 € en frais d'agencements des locaux. Les immobilisations en cours pour 27 852 € se réfèrent au paiement d'un acompte de 50% versé pour l'acquisition du site CRM et intranet qui seront tous les deux déployés sur l'exercice 24/25

Le dépôt de garantie du loyer des locaux d'Arcueil a augmenté de 19 976€.

**TABEAU DES AMORTISSEMENTS**

	<i>Valeur cumulée début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur cumulée fin d'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	277 572 €	8 393 €		285 965 €
Immobilisations corporelles - terrain	0 €	0 €		0 €
Immobilisations corporelles - construction	504 750 €	24 750 €		529 500 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	3 918 680 €	375 509 €		4 294 189 €
Immobilisations financières	0 €	0 €		0 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 701 002 €</b>	<b>408 652 €</b>	<b>0 €</b>	<b>5 109 654 €</b>

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation :

- Structure (gros œuvre, charpente) 25 à 50 ans
- Façades, étanchéité, couverture 15 à 20 ans

- Menuiseries extérieures 15 à 20 ans
- Serrurerie et électricité 10 à 15 ans
- Installations générales et techniques scellées 10 à 15 ans
- Agencements intérieurs (cloisons carrelages) 10 à 15 ans
- Equipements lourds de restauration 8 à 12 ans
- Mobilier de bureau 5 à 10 ans
- Matériel pédagogique hors informatique 3 à 5 ans
- Matériel de bureau hors informatique 3 à 5 ans
- Matériel informatique ou de reprographie 1 à 3 ans
- Logiciels 1 à 4 ans

En cas de risque de non-remboursement, les immobilisations financières font l'objet d'une provision pour dépréciation.

## CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

	au 31/08/24	au 31/08/23	Variation	%
Créances clients	513 871 €	716 483 €	-202 612 €	-28%
Autres créances	162 088 €	260 098 €	-98 009 €	-38%

## VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute à l'actif est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Tableau des Valeurs mobilières de placement

	<i>Valeur début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur fin d'exercice</i>
Valeurs mobilières de placement	1 267 187 €		786 529 €	480 658 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 267 187 €</b>	<b>0 €</b>	<b>786 529 €</b>	<b>480 658 €</b>

La valorisation réelle du contrat Neuflyze est de 612 410€ au 30/09/2024.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

## FONDS PROPRES

MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES

	<i>Valeur brute début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur brute fin d'exercice</i>
Réserve pour investissements	3 761 207 €		548 767 €	3 212 440 €
Réserve : constitution fonds de roulement	603 484 €			603 484 €
Résultat de l'exercice (excédentaire / déficitaire)	-548 767 €	191 535 €		-357 232 €
TA affectée aux investissements	877 279 €			877 279 €
Reprise matériel pédagogique	-847 357 €			-847 357 €
Subvention UFA	0 €			0 €
Reprise subvention TA UFA	0 €			0 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 845 846 €</b>	<b>191 535 €</b>	<b>548 767 €</b>	<b>3 488 614 €</b>

L'exercice du 1er septembre 2023 au 31 août 2024 dégage un résultat déficitaire de **357 232€**.

## SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les fonds propres à l'ouverture de l'exercice sont issus d'un dispositif lié à l'organisation de l'apprentissage avant le 01/01/2020. Il s'agit d'une affectation de tout ou partie de la taxe d'apprentissage à des investissements et de sommes reçues de l'ASP.

Amortissements des subventions : les subventions d'investissement issues de la taxe d'apprentissage ou de financement d'investissement Erasmus sont reprises au résultat au même rythme que les actifs qu'elles ont financés.

Engagement de conservation : Le bénéficiaire doit conserver les biens acquis pendant dix ans.

## DON VERNON

Le legs "de Vernon" ayant été dévolu à l'Institut Catholique de Paris et accepté par celui-ci, la quote-part de l'ISIT dans le "fonds de Vernon" n'est pas enregistrée en comptabilité.

Aux termes de la convention de Vernon, les revenus distribués au titre du capital investi dans un fonds commun de placement dédié à l'ICP et géré par la Société Générale, doivent être affectés à l'octroi de bourses aux étudiants

et au financement d'outils et de moyens pédagogiques.

Les revenus distribués par le FCP ICP sont de 4 082 € en mars 2006.

Aucun revenu n'a été distribué depuis. Le compte « fonds de Vernon » s'élève à 4 082 € au 31 août 2024.

## PROVISIONS

Une provision pour risques et charges est constituée chaque fois que le droit d'un tiers la justifie, même si la réalisation est incertaine.

	<i>Valeur début d'exercice</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Valeur fin d'exercice</i>
Provisions IDR	92 510 €	6 370 €	0 €	98 880 €
Provisions pour risques sur CERFAL	54 360 €	30 118 €	0 €	84 478 €
Provision pour risque sur contrats d'apprentissage	48 754 €	0 €	48 754 €	0 €
Provision pour risque sur retraite Humanis	0 €	53 000 €		53 000 €
Provisions pour charges	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour dépréciations des créances douteuses	202 530 €	49 101 €	162 961 €	88 669 €
<b>TOTAL</b>	<b>398 153 €</b>	<b>138 589 €</b>	<b>211 715 €</b>	<b>325 027 €</b>

### Provision pour indemnités de départ à la retraite :

Le montant de la charge des indemnités de départ à la retraite (IDR) est évalué à chaque exercice. Les seuils des indemnités selon l'ancienneté sont définis par la convention collective, soit celle de l'Enseignement Privé Indépendant et sont appliqués dans le calcul au 31/08/2024.

L'hypothèse retenue est le départ à l'initiative du salarié, donc avec charges sociales.

Le droit acquis est provisionné à 100 % pour les salariés de plus de cinquante ans, 60 % pour les salariés de quarante à cinquante ans et 10 % pour les moins de 40 ans. La provision pour IDR au 31/08/2024 s'élève à **98 880€**.

## DETTES FINANCIERES

TABLEAU DES DETTES FINANCIERES						
Etat des emprunts et dettes financières	Date de Fin	Montant souscrit	Total du capital restant dû	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Prêt Garanti par l'Etat - Société Générale	18/03/2027	600 000 €	390 020 €	149 877 €	240 173 €	0 €
<b>TOTAUX</b>		<b>600 000 €</b>	<b>390 020 €</b>	<b>149 877 €</b>	<b>240 173 €</b>	<b>0 €</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice						
Emprunts remboursés en cours d'exercice	149 877 €					
Montant des intérêts de l'exercice	4 329 €					

Un emprunt (Prêt Garanti par l'Etat) de **600 000€** a été souscrit auprès de la Société Générale le 18 mars 2021 afin de faire face aux conséquences financières de la pandémie du COVID-19. Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat et d'un différé de 12 mois de remboursement.

Le 11 janvier 2022, une durée additionnelle d'amortissement a été prise sur 5 ans dont 1 an de décalage de remboursement du capital. Le remboursement du capital a débuté le 18/04/2023 et se terminera le 18/03/2027, soit 48 mensualités de **12 950€** dont 460 € d'intérêts et 214 euros de primes de garantie.

Au titre de l'exercice 23/24 L'ISIT a réglé sur le Prêt garanti par l'Etat, 149 877€ de capital, 4 329€ d'intérêts.



#### **AVANCES ET ACOMPTES RECUS**

Les avances et acomptes reçus sur les frais de scolarité 24 /25 au 31/08/2024 s'élève à **1 523 399€** (total versé par 312 étudiants) contre 1 826 334€ (total versé par 357 étudiants) soit une diminution de 302 935€.

#### **DETTES**

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

## INFORMATIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

**TABEAU DES RESSOURCES**

€	2023-2024	2022-2023	Variation
Produits de scolarité (formation initiale)	3 853 080 €	4 078 694 €	-225 614 €
Subvention du ministère	464 000 €	464 035 €	-35 €
Produits d'apprentissage	551 140 €	796 022 €	-244 882 €
Produits des activités annexes (location de salles)	388 179 €	180 611 €	207 568 €
Mobilités internationales (Erasmus)	165 274 €	268 874 €	-103 600 €
Produits de formation professionnelle	268 883 €	242 944 €	25 939 €
Autres subvention UE (Parlement Européen- EMCI)	214 026 €	115 408 €	98 618 €
Reprises provisions	266 075 €	18 508 €	247 567 €
Subvention CVEC	25 171 €	24 484 €	687 €
Formations internationales (programmes courts)	16 550 €	9 664 €	6 886 €
Autres subventions (Région Ile de France)	29 069 €	26 402 €	2 667 €
Subvention taxe apprentissage	56 070 €	27 436 €	28 634 €
Produits de gestion des frais de scolarité	17 181 €	18 854 €	-1 673 €
Transfert de charges		0	0 €
Autres produits d'exploitation		8 993 €	-8 993 €
Produits de gestion	18 350 €	28 031 €	-9 681 €
Produits exceptionnels		0	0 €
Dons — Mécénats	900 €	550 €	350 €
Produits financiers	229 357 €	1 478 €	227 879 €
Autres subventions		0	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 563 306 €</b>	<b>6 310 988 €</b>	<b>252 318 €</b>

## INFORMATIONS RELATIVES AUX EFFECTIFS SALARIES

**TABEAU DES EFFECTIFS**

	Au 31/08/24	Au 31/08/23
Effectif du personnel non-cadre en ETP	22	17
Effectif du personnel cadre en ETP	22	32
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>49</b>

## INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS

Conformément à la Loi n 2006-586 du 23 mai 2006 art.20 :

Aucun membre du Conseil d'Administration, notamment le Président, le Trésorier et le Secrétaire, ne perçoit une rémunération ni un avantage en nature dans le cadre de leur fonction. Les rémunérations annuelles des trois plus hauts cadres salariés s'élèvent à **274 600€**.

## INFORMATIONS RELATIVES AUX BOURSES ISIT

L'ISIT poursuit sa politique sociale depuis plus de 10 ans par les bourses du fonds de solidarité de l'ISIT attribuées aux étudiants les plus nécessiteux. Les attributions sont décidées lors des commissions de bourses tenues entre juin et octobre de chaque année. Le Conseil d'Administration de l'ISIT vote un montant annuel d'attribution au fonds de solidarité, issu des fonds propres de l'Association.

Au 31/08/2024, le compte de résultat de l'exercice constate les bourses octroyées aux étudiants comme suit :

TABLEAU DES BOURSES ISIT

	Au 31/08/2024	Au 31/08/2023	Variation	%
Bourses attribuées par commissions de l'ISIT	108 600,00 €	162 940,00 €	-54 340 €	-33%
Bourses d'urgence - autres attribuées par l'ISIT		0,00 €	0 €	
<b>Montant total des bourses attribuées par l'ISIT</b>	<b>108 600,00 €</b>	<b>162 940,00 €</b>	<b>-54 340 €</b>	<b>-33%</b>
Nombre d'étudiants bénéficiant des bourses de l'ISIT	55	86	-31	-36%
Montant moyen de la bourse	1 975 €	1 895 €	80 €	4%

#### INFORMATIONS RELATIVES AUX BOURSES D'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE

L'ISIT attribue également des bourses aux mobilités internationales à travers les financements obtenus de l'Union Européenne (Erasmus+) et le Conseil Régional Ile-de-France.

En 2023-2024, les bourses attribuées dans le cadre de ces financements représentaient un total de **165 353€** :

#### INFORMATIONS RELATIVES AU CREDIT BAIL

Objet	Fournisseur	Montant du Contrat	Durée du contrat*	Echéance trimestrielle	Charges 2023-2024	Dernière Échéance
Photocopieurs	KONICA		61 mois	1 918 €	7 675,00 €	01/10/2025